



**Syndicat ICTAM-CGT de la CRAM Nord Picardie,
de ses Etablissements,
du Centre Régional de Formation et des Services Médicaux**
11 Allée Vauban 59662 Villeneuve d'Ascq Cedex
☎ 03.20.05.81.27

Déclaration de soutien aux Sans Papiers en lutte !

Oeuvrons à la mise en oeuvre de la décision du 48° Congrès de la CGT :
« REGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS » !

Notre syndicat a appris avec stupéfaction et indignation l'expulsion des Sans Papiers en lutte de la Bourse du Travail de Paris, par les membres d'un « service d'ordre » CGT, armés de bâtons et de « gazeuses », le mercredi 24 juin 2009.

Alors que les Sans Papiers en lutte, travailleurs isolés, dont bon nombre sont par ailleurs syndiqués CGT, interpellent depuis mai 2008 les structures de la CGT pour les aider dans leur lutte en occupant les locaux de la Bourse du Travail - Maison des Travailleurs avec ou Sans Papiers- , une fraction de la CGT les expulse, divise les travailleurs Sans Papiers entre « bons » et « mauvais ».

Que les Sans Papiers de la CSP75 se soient trompés sur le moyen de faire pression sur le gouvernement ne saurait justifier que des travailleurs utilisent de tels moyens contre d'autres travailleurs Sans Papiers.

Prétendre que les Sans Papiers seraient manipulés par leurs délégués élus en assemblée générale, révocables à tout instant, est l'expression d'une vision colonialiste de la lutte.

Alors que de nombreux militants CGT sont investis auprès de leurs camarades Sans Papiers, après qu'un immense espoir jaillissait de la lutte commune exemplaire, l'UD CGT75 a fait le choix mercredi 24 juin de rejeter les travailleurs les plus précaires, après que la Confédération ait cassé l'extension possible et nécessaire de la grève générale des Sans Papiers partout en France.

Nous ne pouvons accepter que la CGT en soit réduite à faire ; à la place des préfectures, la « besogne » de sélection d'une main d'oeuvre régularisable, en fonction des besoins du patronat, entérinant les critères colonialistes de « l'immigration choisie » chère à ce gouvernement, en acceptant la définition de l'article 40 de la circulaire Hortefeux.

C'est inacceptable !

Nous souhaitons que cette **faute historique** soit réparée au plus vite.

Nous serons attentifs aux mesures et initiatives prises entre les organisations de Sans Papiers, notre CGT, et le mouvement associatif, pour contrer dans l'unité la politique de ce gouvernement néfaste à tous les travailleurs.

Fait à Villeeneuve d'Ascq, juillet 2009